



Saint-Etienne-du-Rouvray

**Rapport
Compte administratif 2017**

Présentation du Compte administratif 2017

Le Compte Administratif dresse le bilan des dépenses (mandats) et recettes (titres) effectuées par la ville sur un exercice donné. Il permet d'apprécier la réalisation et la gestion effective du budget et constitue un arrêté des comptes de l'Ordonnateur. Le compte de gestion quant à lui retrace les comptes tenus par le Comptable, et la situation patrimoniale de la ville à la clôture de l'exercice.

1- RESULTATS DE L'EXERCICE ET AFFECTATION

A. Résultats de l'exécution 2017

Le résultat de l'exécution retrace l'ensemble des recettes et dépenses effectuées par la collectivité entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2017.

Le résultat d'exécution 2017 présente un déficit de 241.776,75 € composé d'un excédent de fonctionnement de 1.292.693,53 € et d'un déficit d'investissement de 1.534.470,28 €.

		FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL
		Budgété	Réalisé	Budgété	Réalisé	
(a)	RECETTES	47 502 143,00 €	48 362 878,22 €	16 425 446,00 €	12 486 410,96 €	60 849 289,18 €
	<i>Restes à réaliser en recettes</i>				<i>2 687 849,49 €</i>	
(b)	DEPENSES	47 502 143,00 €	47 070 184,69 €	16 425 446,00 €	14 020 881,24 €	61 091 065,93 €
	<i>Restes à réaliser en dépenses</i>				<i>2 208 099,72 €</i>	
(c) = (a)-(b)	RESULTAT 2017		1 292 693,53 €		-1 534 470,28 €	-241 776,75 €

B. Résultat de clôture 2017

Le résultat de clôture reprend le résultat de l'exécution 2017 et y additionne les résultats de l'exercice précédent.

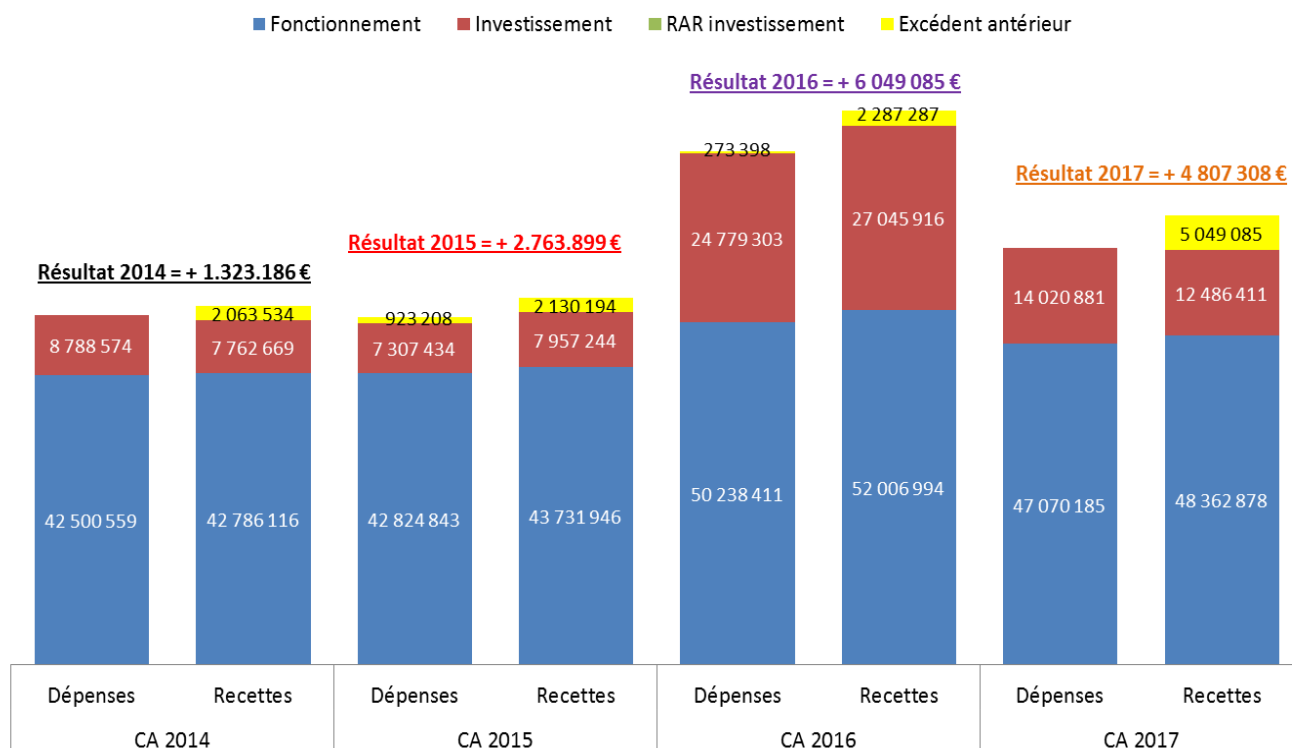
L'exercice 2017 est clôturé avec un résultat positif de 4.807.308,22 (dont 4.3M€ en fonctionnement et 458 k€ en investissement). Il sera affecté sur le budget 2018 par décision modificative.

Les restes à réaliser constatés fin 2017 s'établissent à 2.2M€ en dépenses et 2.6M€ en recettes, soit un excédent de financement de 479 k€ qui sera également à reporter sur le budget 2018.

		FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL
		Budgété	Réalisé	Budgété	Réalisé	
(c) = (a)-(b)	RESULTAT 2017		1 292 693,53 €		-1 534 470,28 €	-241 776,75 €
(d)	<i>RESULTAT ANTERIEUR (2016)</i>		<i>3 055 869,84 €</i>		<i>1 993 215,13 €</i>	<i>5 049 084,97 €</i>
(e) = (c) + (d)	RESULTAT GLOBAL 2017		4 348 563,37 €		458 744,85 €	4 807 308,22 €

<i>Solde des restes à réaliser à reporter au Budget 2018</i>	<i>479 749,77 €</i>
--------------------------------------------------------------	---------------------

En comparaison des années précédentes (excepté l'année 2016 qui était exceptionnelle), le résultat global 2017 est satisfaisant. Le déficit d'exécution étant relativement limité une grande partie de l'excédent 2016 (+6M€) a pu être conservé en fin d'année 2017 (+4,8M€).



C. Affectation des résultats 2017 au budget 2018

Le budget primitif 2018 a été voté le 14 décembre 2017 sans reprise anticipé des résultats.

Ainsi, il est proposé de reprendre au budget 2018, l'excédent 2017 constaté en section de fonctionnement de 4,3M€ de la façon suivante :

- 2,3 M€ en recettes de fonctionnement au chapitre 002
- 2M€ affectés à la section d'investissement en recettes au compte 1068.

L'excédent d'investissement 2017 de 458 k€ sera repris dans son intégralité en recettes d'investissement du budget 2018 au chapitre 001.

D. Taux de réalisation du budget 2017

NB : Cette présentation ne tient pas compte des opérations d'ordre budgétaires.

	Budget 2017	Réalisé	Tx Exé
Dépenses réelles de fonctionnement	45 091 608 €	41 985 254 €	93,1%
dont 011 - charges à caractère général	9 673 621 €	8 096 000 €	84%
dont 012 - charges de personnel	28 195 121 €	27 440 097 €	97%
dont 65 - autres charges de gestion courantes	4 262 689 €	3 984 972 €	93%
dont 66 - charges financières	1 562 485 €	1 462 656 €	94%

	Budget 2017	Réalisé	Tx Exé
Recettes <u>réelles</u> de fonctionnement	47 502 144 €	47 607 365 €	100,2%
dont 70 - produits des services	3 775 302 €	3 913 975 €	104%
dont 73 - impôts et taxes	26 532 896 €	26 219 954 €	99%
dont 74 - dotations, subventions et participations	12 469 236 €	12 534 671 €	101%
dont 775 - cessions du patrimoine	2 360 000 €	2 776 769 €	118%

En section de fonctionnement, les dépenses prévues au budget (après DM) ont été réalisées à hauteur de 93,1%. Pour les charges de personnel le taux d'exécution de 97% représente un écart cumulé de 312 K€ par rapport à la prévision budgétaire 2017, lié principalement à l'effet de Noria.

Le taux d'exécution de 84% pour les charges à caractère général illustre quant à lui l'effort de gestion demandé aux services.

Le taux de réalisation des recettes de fonctionnement dépasse les 100%, en raison notamment des cessions de patrimoine supérieures à la prévision budgétaire.

	Budget 2017	Réalisé	Tx Exé
Dépenses <u>réelles</u> d'investissement	16 425 447 €	13 243 818 €	81%
dont 20 - Immobilisation incorporelles	679 180 €	386 477 €	57%
dont 21 - Immobilisation corporelles	5 053 551 €	3 322 601 €	66%
dont 23 - Travaux en cours	4 262 689 €	3 984 972 €	93%
dont 16 - Remboursement du capital emprunté	1 562 485 €	1 462 656 €	94%

	Budget 2017	Réalisé	Tx Exé
Recettes <u>réelles</u> d'investissement	14 014 911 €	9 394 695 €	67%
dont 10 - F CTVA	550 000 €	594 558 €	108%
dont 13 - Subventions	3 828 144 €	1 483 807 €	39%
dont 16 - Emprunt	4 000 000 €	4 000 897 €	100%

Les dépenses d'équipement ont été réalisées à 81% alors que 13.4% des crédits ont été reportés sur l'exercice 2018. Les subventions n'ont été réalisées qu'à hauteur de 39% ce qui se traduit par un déficit d'1.5M€. Malgré la réactivité des services aux demandes d'acomptes et soldes des subventions, un décalage existe entre la réalisation des dépenses et l'attribution des subventions. Les soldes des différents dispositifs de financement 2017 seront perçus en 2018.

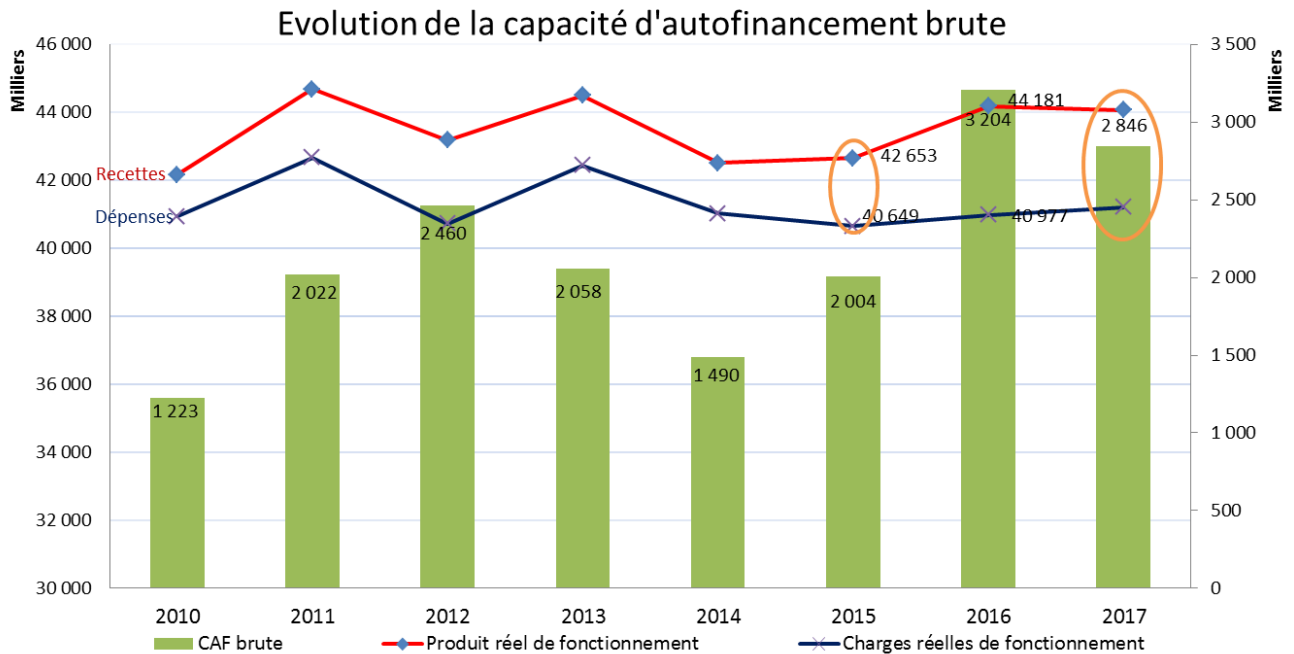
2- INDICATEURS ET RATIOS FINANCIERS

A. Epargne Brute

L'épargne brute traduit l'excédent de fonctionnement sur les dépenses. Il s'agit d'un des indicateurs les plus pertinents pour apprécier la santé financière d'une collectivité puisqu'il mesure à la fois les marges de manœuvre et la capacité à investir.

En 2017, l'épargne brute de la ville conserve un niveau satisfaisant (2.8M€) et a tendance à progresser depuis 2010.

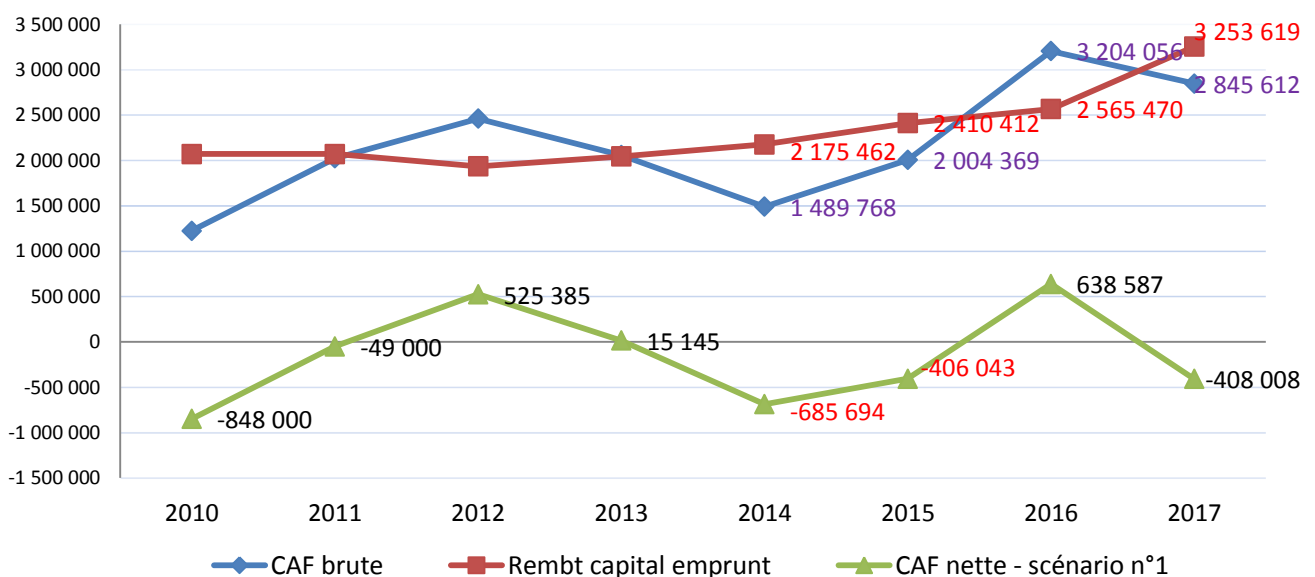
en milliers d'euro	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Produit réel de fonctionnement	42 161 000	44 686 000	43 177 779	44 497 852	42 506 146	42 653 340	44 181 011	44 061 476
Charges réelles de fonctionnement	40 938 000	42 664 000	40 717 567	42 439 375	41 016 378	40 648 970	40 976 955	41 215 864
dont charges de personnel	22 835 000	23 351 000	24 372 012	25 450 889	26 072 380	26 452 225	26 934 186	27 440 097
dont charges financières	1 473 000	1 407 000	1 382 434	1 319 387	1 706 645	1 960 035	1 904 814	1 462 656
CAF brute	1 223 000	2 022 000	2 460 212	2 058 477	1 489 768	2 004 369	3 204 056	2 845 612



B. Capacité d'Autofinancement

La capacité d'autofinancement (CAF ou épargne nette) mesure la capacité à investir et à réaliser des dépenses d'équipement après remboursement de ses échéances de dette.

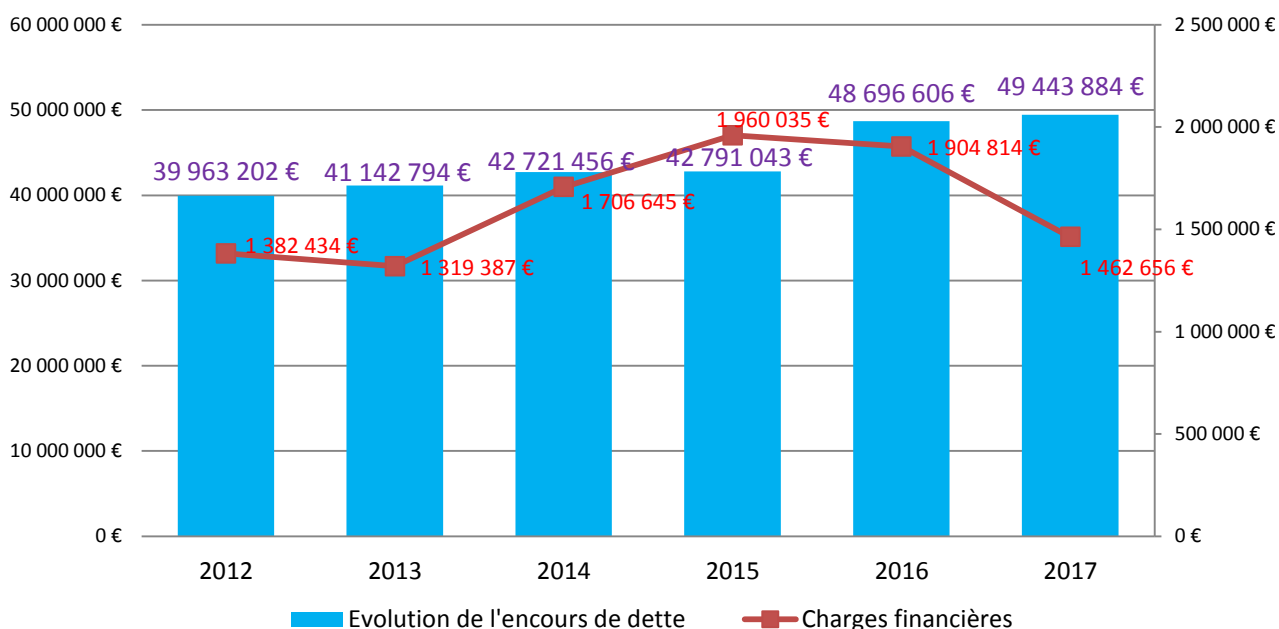
Après un rétablissement ponctuel en 2016, la CAF de la ville redevient négative (-408 K€) en raison d'un poids de la dette et de ses remboursements élevés.



C. Encours de dette

En 2017, la ville a emprunté 4M€ pour financer son programme d'investissement et a remboursé 3,2 M€ de capital. L'encours de la dette qui s'élève à 49,4 M€ a donc progressé par rapport à 2016 (+747 k€).

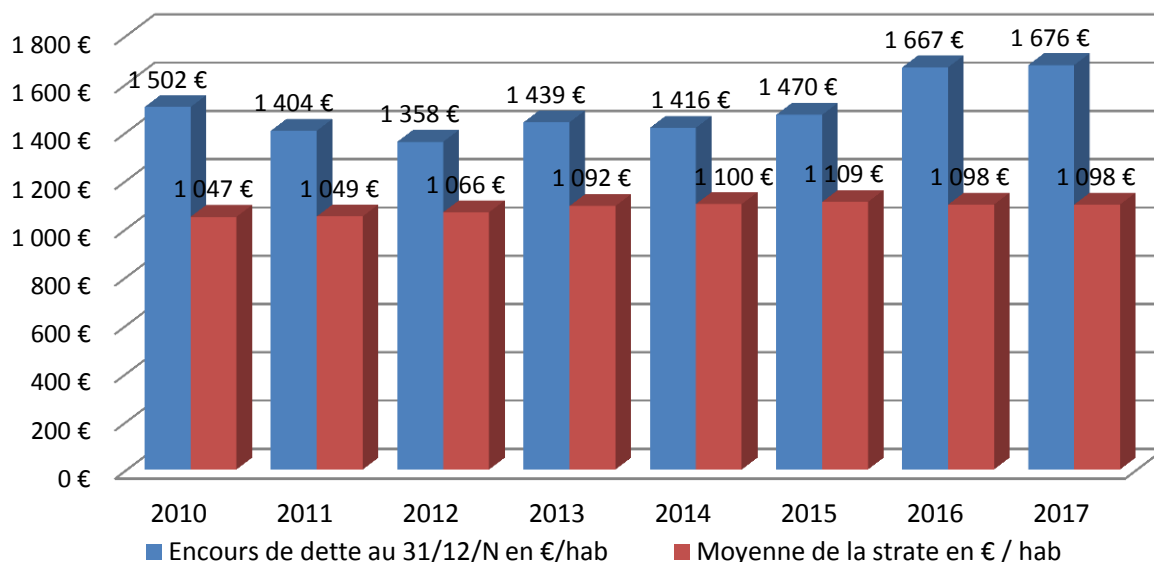
Evolution des dettes et des charges financières



Entre 2012 et 2017, l'endettement de la ville a augmenté de 23.7%. Avec une augmentation plus marquée en 2016 (+13.8%). Cependant, cette augmentation résulte de la renégociation de deux emprunts structurés. Elle a permis à la ville de réduire considérablement ses frais financiers (-23.2% par rapport à 2016). La ville profite également pleinement des taux d'intérêts historiquement bas.

L'encours de dette de la ville représente une dépense 1676€/hab, bien plus que la strate nationale de 1098€/hab. Le désendettement reste une priorité pour la ville. Malgré tout, si la dette pèse lourd sur son niveau d'épargne, elle reste relativement sûre et peu coûteuse.

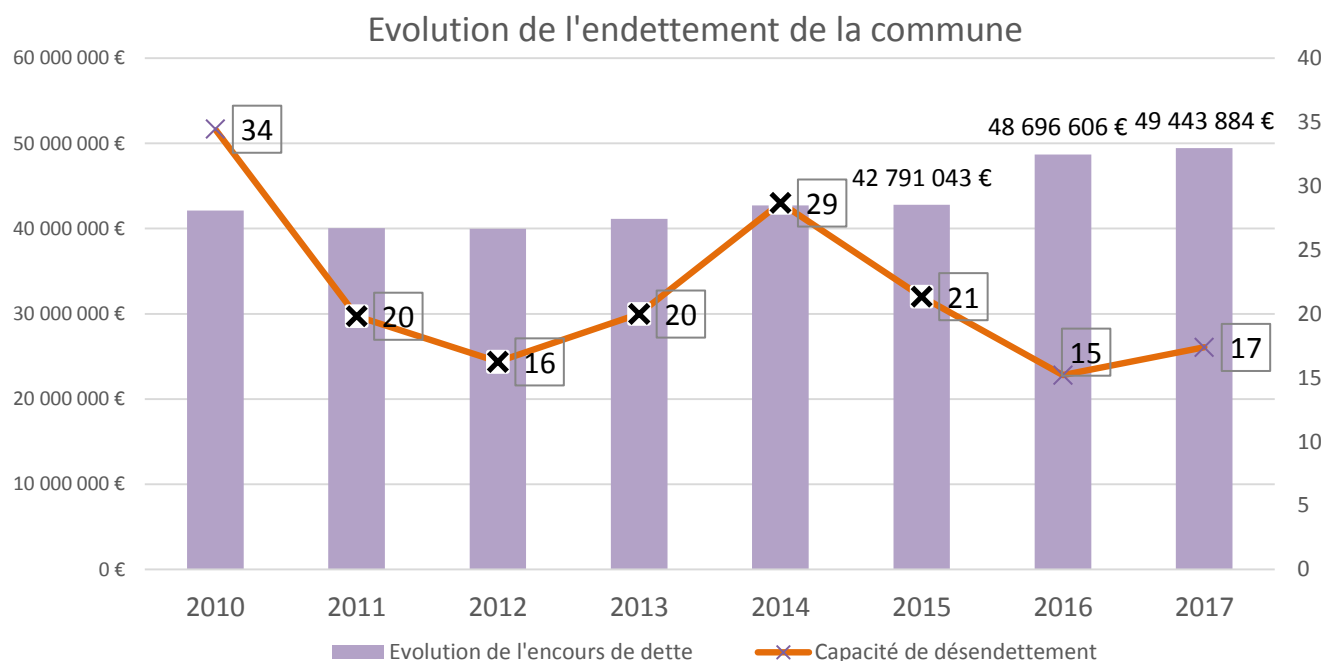
Encours de dette en € par habitant



D. Capacité de désendettement

La capacité de désendettement est un indicateur de solvabilité. Ce ratio indique le nombre d'années qu'il sera nécessaire à la collectivité pour rembourser l'intégralité de son encours de dette en y consacrant toute son épargne disponible.

Malgré une amélioration ponctuelle en 2016, le ratio de désendettement 2017 est repassé au-dessus du seuil de 15 ans (17 ans).



3- ANALYSE ET DETAILS DU COMPTE ADMINISTRATIF 2017

A. Recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement comptabilisées au Compte Administratif 2017 s'élèvent à 48.363.878 € dont 43.503.185 € de recettes réelles courantes.

FONCTIONNEMENT	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
013 Atténuation des charges	151 126	145 915	52 182	85 039	33 394	196 599
70 Produits des services, du domaine	5 161 322	5 386 659	2 753 294	3 948 997	3 623 240	3 913 975
73 Impôts et taxes	24 663 890	25 033 765	25 976 626	25 386 261	26 270 991	26 219 954
74 Dotations, subventions et particip.	12 194 918	12 878 602	12 591 997	12 509 319	12 478 565	12 534 671
75 Autres produits de gestion courante	1 116 778	1 122 588	994 516	917 952	1 744 935	639 985
76 Produits financiers				73 158	349 915	343 531
77 Produits exceptionnels (sauf 775, 776 et 777)	40 870	76 238	189 713	61 449	63 280	982 149
775,776 et 777 produit des cessions d'immo	592 740	1 156 586	226 687	749 773	362 673	2 776 769
042 Opérations d'ordre de transfert entre section	77 489	4 844	1 102	0	7 080 000	755 244
S/Total recettes de Fonct	43 999 134	45 805 197	42 786 116	43 731 947	52 006 994	48 362 878
dont recettes de Fonct réelles courantes	43 288 035	44 567 529	42 368 614	42 847 567	44 151 125	43 505 185

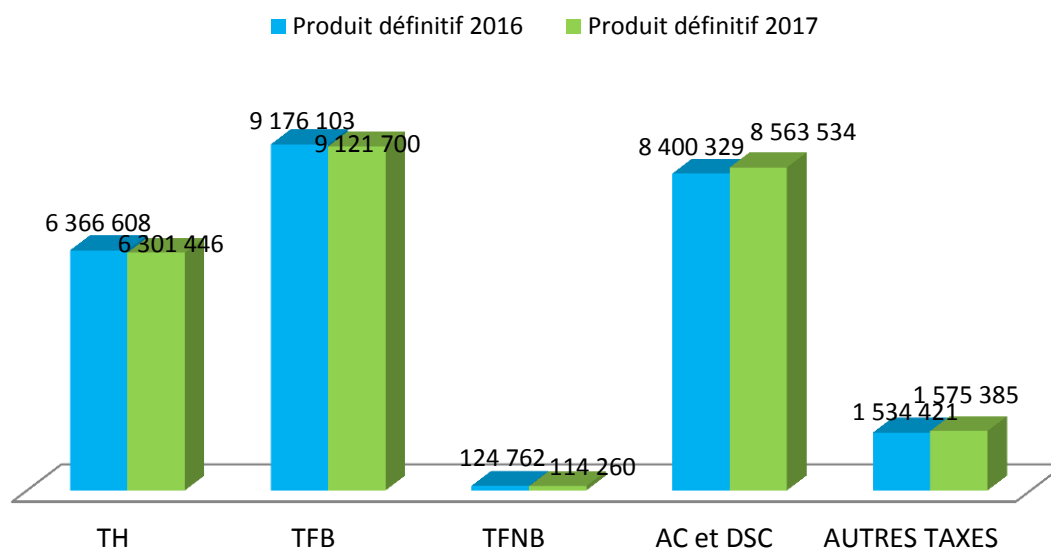
Les recettes de fonctionnement globales progressent en moyenne de 2.4% par an. En revanche, en ne tenant pas compte des recettes exceptionnelles (cessions foncières, reprise du résultat du budget lotissement feeling et opérations d'ordre), les recettes courantes de fonctionnement n'ont quasiment pas progressées depuis 2012 (+0.1% par an).

Le produit des impôts et taxes (chapitre 73) constitue la principale recette de la ville. Ce chapitre comprend les impôts locaux, l'attribution de compensation (AC) versée par la métropole, les versements des fonds de péréquation (FPIC) ainsi que les droits de mutation et autres taxes.

Il connaît depuis 2012 une progression annuelle moyenne de 2% par an, notamment en raison de la croissance de la population, du relèvement des taux d'imposition en 2015 et 2016 et de l'intégration progressive de la taxe d'aménagement dans l'attribution de compensation.

En revanche, en 2017 pour la première fois depuis 2012 le produit diminue légèrement (-51k€) du fait de la diminution des produits de TH, TFB et TFNB.

Ressources fiscales en 2017



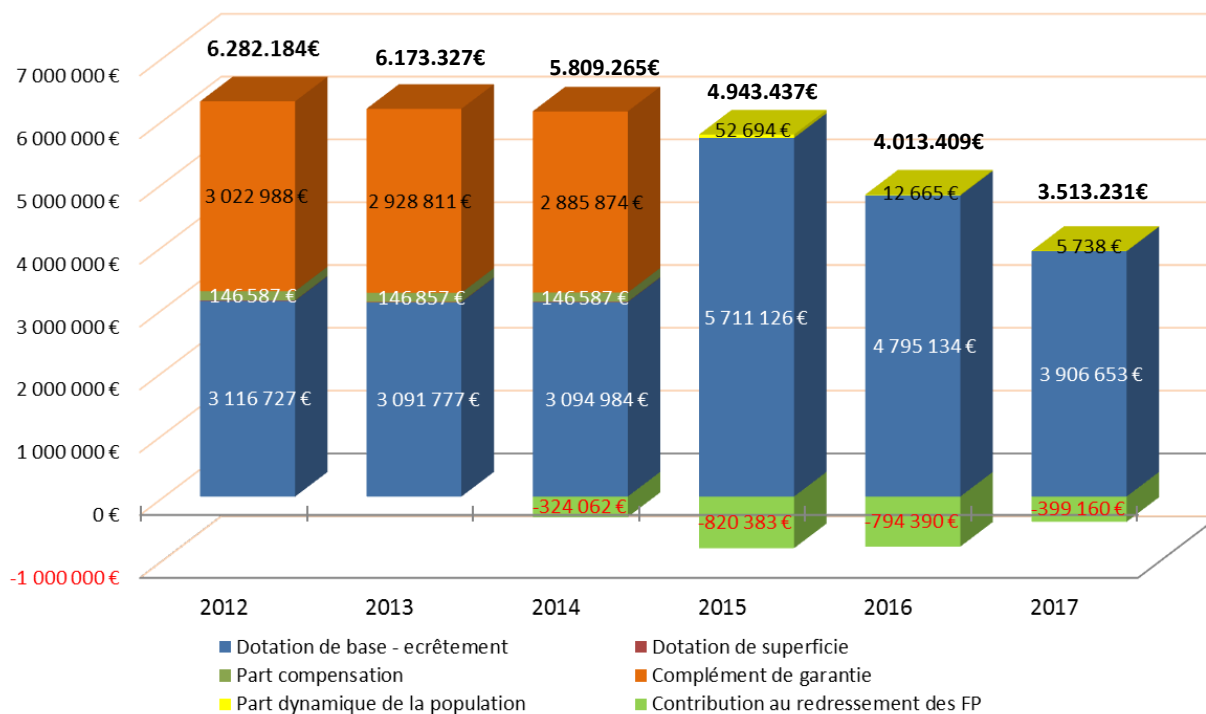
Nous constatons un affaiblissement du dynamisme des bases d'imposition. Entre 2011 et 2017, les bases nettes d'imposition de taxe d'habitation ont progressé de 11%. En revanche, sur la même période, les bases nettes exonérées ont augmenté de 26%. Le dynamisme démographique de la ville et donc de ses bases d'imposition est atténué par l'augmentation du nombre de contribuables exonérés. Bien sûr, les pertes de ressources résultant des exonérations décidées par la loi sont compensées chaque année par l'Etat (soit environ 400k€ /an), mais ces compensations ne progressent pas aussi rapidement que les bases exonérées. Depuis deux ans, elles constituent la variable d'ajustement du budget de l'Etat. Ainsi, le reste à charge pour la ville a augmenté de 36% entre 2011 et 2017.

bases TH (état 1386)	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Evol 2017 /2011
Bases nettes imposées (hors THLV)	22 705 376	23 636 245	24 270 246	25 413 222	25 839 655	25 265 614	25 579 048	11%
Croissance annuelle	1,7%	4,1%	2,7%	4,7%	1,7%	-2,2%	1,2%	
Cotisations TH (hors THLV)	5 183 550	5 396 151	5 540 905	5 801 805	6 103 438	6 134 491	6 210 593	17%
Nombre de logements imposés	9 558	9 714	9 723	9 756	10 106	9 682	9 678	1,2%
Bases nettes exonérées (hors THLV)	3 333 443	3 348 675	3 472 571	3 914 404	3 128 463	4 380 338	4 629 574	28%
Cotisations TH exonérées	-761 025	-764 503	-792 788	-893 658	-738 943	-1 063 546	-1 124 061	32%
Compensations Etat exonérations TH	455 618	491 683	493 930	606 092	577 375	461 448	646 100	29%
Reste à la charge de la ville	-305 407	-272 820	-298 858	-287 566	-161 568	-602 098	-477 961	36%

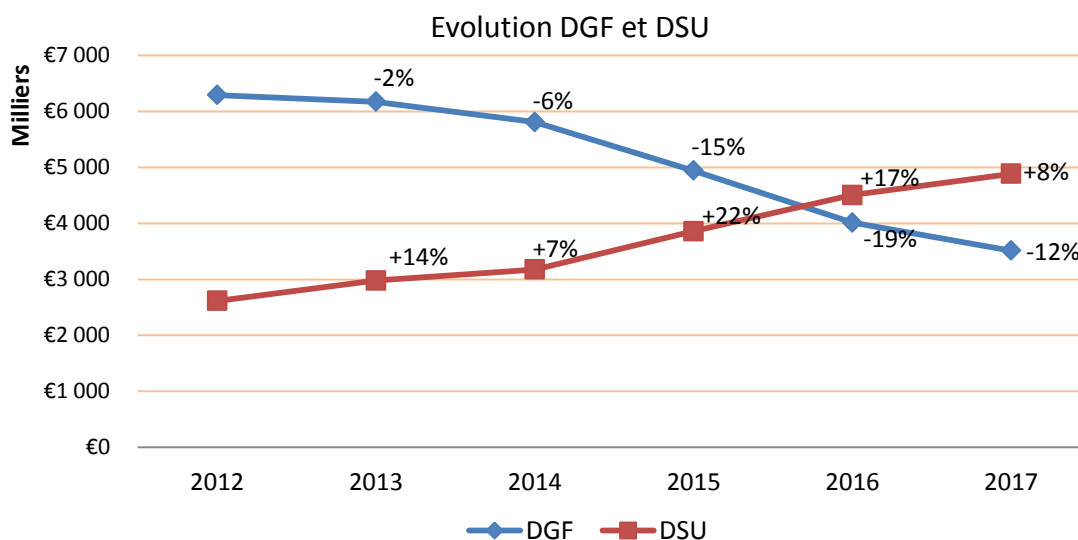
Les dotations et participations (chapitre 74) représentent le deuxième poste de recettes de la ville, soit 12.5M€. Ce chapitre regroupe les dotations de l'Etat, les subventions perçues et les compensations fiscales. Il progresse en moyenne de 1% par an.

La dotation globale de fonctionnement (DGF) continue de diminuer en 2017 réduite à 3.5M€ en 2017 contre 4 M€ en 2016 (-12%). Néanmoins la contribution annuelle au redressement des comptes publics a été divisée par deux. Depuis 2012, cette dotation aura diminué de 2.8 M€ (-44%).

Répartition de la DGF



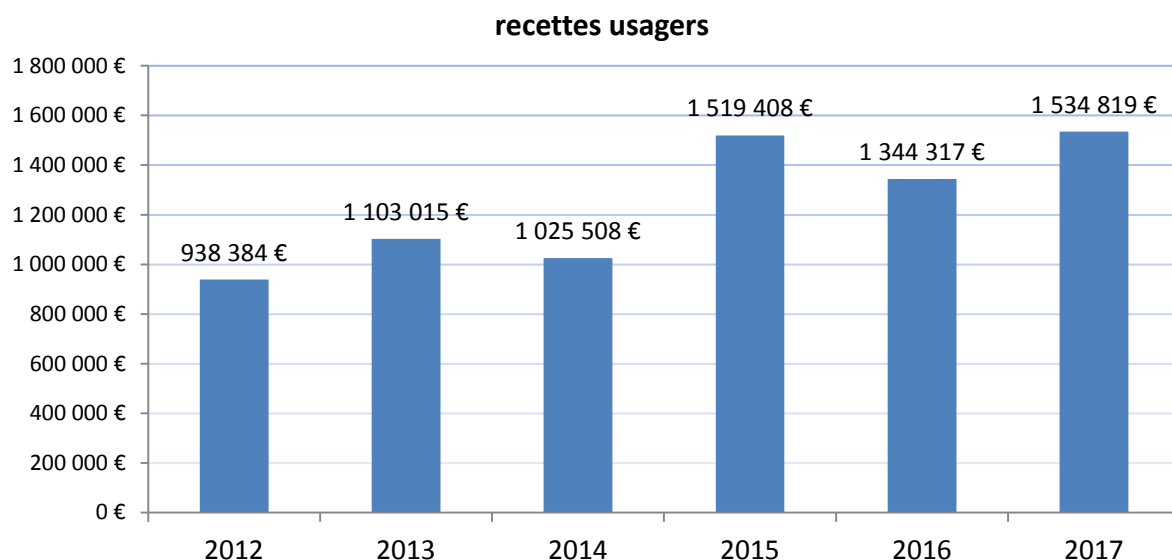
La ville bénéficie d'une Dotation de Solidarité Unique (DSU) dynamique (+87% entre 2012 et 2017). Calculée sur des critères sociaux-économiques (croissance de la population, nombre de logement sociaux, revenu par habitant...etc.) elle évolue favorablement pour accompagner les politiques sociales de la ville. Du point de vue comptable, la progression de cette dotation compense la baisse de la DGF.



Les subventions de fonctionnement perçues en 2017 restent stables. Elles proviennent essentiellement de la Caisse d'Allocation Familiales (CAF) avec 1.6M€ de perçus en 2017.

Les produits des services (chapitre 70) ne représentent que 3.2% des recettes de fonctionnement perçus par la ville (hors refacturation aux budgets annexes). Ces produits sont constitués principalement des recettes des prestations rendus aux usagers (notamment dans le cadre des activités Unicité). Ces recettes connaissent des variations différenciées selon le contexte budgétaire :

- +48% en 2015 (par rapport à 2014) : Intégration des recettes du budget caisse des écoles dans le budget principal de la Ville.
- -12% en 2016 : Fermeture de la billetterie de la piscine pendant 6 mois.
- +14% en 2017 : Réouverture de la piscine et augmentation de 5% des tarifs.



Les recettes exceptionnelles (chapitre 77) en 2017 sont principalement constitués des cessions d'immobilisations et des régularisations comptables (rattachements effectués à tort, mandats sur exercices antérieurs...etc.).

En 2017, les cessions foncières s'élèvent à 2.7M€, dont 2.16M€ provenant de la vente des logements de la résidence « Papillon ».

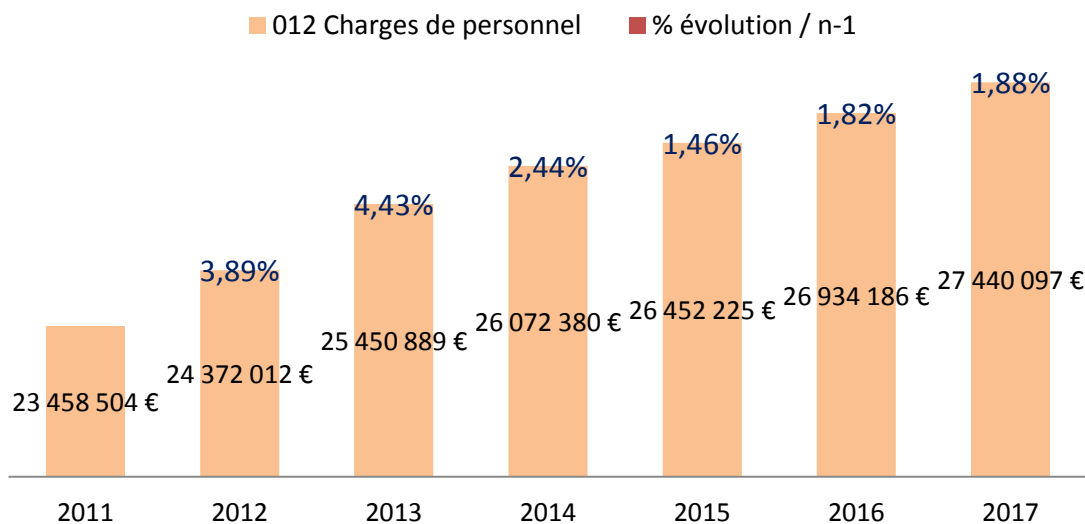
B. Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement comptabilisées au Compte Administratif 2017 s'élèvent à 47 M€ dont 39,7M€ de dépenses réelles courantes. L'évolution moyenne annuelle des dépenses courantes reste contenue à +0.2%/an grâce à d'importants efforts de gestion réalisés sur les charges à caractère général (-3.3%/an).

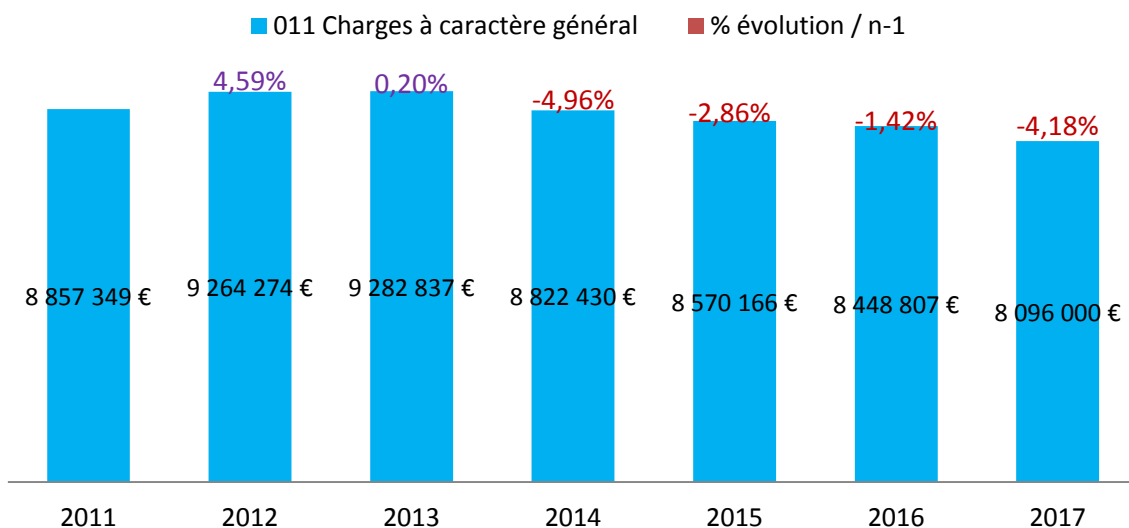
FONCTIONNEMENT	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
011 Charges à caractère général	9 264 274	9 282 837	8 822 430	8 570 166	8 448 807	8 096 000
012 Charges de personnel	24 372 012	25 450 889	26 072 380	26 452 225	26 934 186	27 440 097
014 Atténuation de produits				170 637		229 259
65 Autres frais de fonctionnement	5 753 716	5 929 114	4 349 938	3 591 593	3 842 473	3 984 972
66 Charges financières (hors IRA)	1 382 434	1 319 387	1 706 645	1 960 035	1 904 814	1 462 656
67 Charges exceptionnelles (sauf 675 et 676)	96 257	103 064	117 167	233 148	229 984	772 270
042 Opérations d'ordre de transfert entre section	1 805 138	2 343 078	1 431 999	1 847 039	8 878 147	5 084 931
S/Total charges de Fonct	42 673 831	44 928 368	42 500 559	42 824 843	50 238 411	47 070 185
<i>dont charges de Fonct courantes</i>	<i>39 390 002</i>	<i>40 662 839</i>	<i>39 244 748</i>	<i>38 784 621</i>	<i>39 225 466</i>	<i>39 750 328</i>

Les charges de personnel (chapitre 012) représentent la principale dépense de fonctionnement de la ville avec 27.4 M€ (soit 69% des dépenses de fonctionnement courantes).

La progression de la masse salariale entre 2016 et 2017 est limitée à +1.88%, malgré les nombreuses obligations réglementaires qui impactent l'évolution de la masse salariale (mise en place du PPCR et des revalorisations indiciaires). D'ailleurs, la progression annuelle a tendance à se réduire depuis 2014.



Les charges à caractère général (chapitre 011) regroupent l'ensemble des dépenses de fonctionnement des services municipaux. Ces charges ont fortement diminué depuis 2014 (-1.186.837 €) grâce à d'importants efforts de gestion et de rationalisation des dépenses, des achats et une recherche d'économies dans tous les services et par tous les acteurs.



Ainsi entre 2016 et 2017, on peut citer des baisses dans les postes de dépenses suivants :

Principaux postes de dépenses	CA 2016	CA 2017	Ecart / n-1
Fluides (Eau, EDF, Gaz)	1 044 715 €	888 886 €	-155 829 €
Carburants	198 192 €	154 837 €	-43 355 €

Contrats de prestations de services	1 518 805 €	1 485 111 €	-33 694 €
Locations Mobilières et Immobilières	258 473 €	254 773 €	-3 700 €
Charges locatives et de copropriétés	297 326 €	295 201 €	-2 125 €
Frais de maintenance	691 353 €	563 698 €	-127 654 €
Fêtes et cérémonies, réceptions	229 591 €	218 913 €	-10 679 €
Impôts et taxes	402 140 €	344 249 €	-57 891 €

Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) représentent une dépense de 3.9M€ et sont en augmentation de +3.7% par rapport à 2016. Elles sont constituées :

- Des indemnités, frais de mission, formation et cotisations des élus du Conseil Municipal (262K€, en hausse de 0.4%)
- Des pertes sur créances irrécouvrables (15K€, en baisse de 72%)
- Des participations et contributions aux différents budgets annexes : COS (282 k€), CCAS (1.4M€), Rives Gauches (653 k€), Restauration municipale (421K€), en hausse de +0.6%.
- Des subventions versées aux associations (839 k€, en hausse de +2.8%).
- Une subvention exceptionnelle pour équilibrer le budget lotissement Seguin de 176K€, en hausse de 100%)

Les charges financières (chapitre 66) ont représenté une dépense de 1.4 M€ en 2017, soit moins de 3.7% des dépenses réelles de fonctionnement. Elles apparaissent en diminution pour la seconde année consécutive (-23%/2016). D'une part, le refinancement des emprunts structurés a permis d'abaisser leurs taux d'intérêts et d'autre part, la ville profite pleinement des taux actuellement bas sur ses emprunts à taux variables.

C. Dépenses d'investissement

INVESTISSEMENT	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Total dépenses d'équipement	4 381 765	7 672 207	6 525 383	4 325 902	2 970 661	10 004 265
1641+16818 Rembt de dettes bancaires et assimilées	1 934 827	2 043 332	2 175 462	2 410 412	2 565 470	3 182 870
165 dépôt et cautionnement						1 130
1675 Remboursement emprunt MMPE		4 357 693	0	0		70 749
204 Subventions d'équipement versé			86 627	3 000	56 000	6 000
27 Dépôts et cautionnements versés						16
040 Opérations d'ordre de transfert entre section	77 489	4 844	1 102	0	4 250 000	755 244
041 Opération patrimoniale			0	568 120	14 937 173	
S/Total charges d'invest	6 394 081	14 078 077	8 788 574	7 307 434	24 779 303	14 020 881

Les dépenses d'investissement se sont élevées en 2017 à 14 M€. Elles se répartissent entre les dépenses d'équipement (10 M€ soit une hausse de +237%), le remboursement en capital de la dette (3.2M€) et les opérations d'ordre (amortissement, plus-value des cessions....etc.)

Les dépenses d'équipement (chapitre 20 à 23) comprennent les travaux réalisés, les frais d'études, les acquisitions mobilières et immobilières ainsi que les subventions versées destinées à financer des investissements. Ces dépenses sont en nette augmentation en 2017. Elles ont été financées par emprunt à hauteur de 40% ce qui est un ratio raisonnable comparé aux exercices précédents (100% en 2016, 57% en 2015 et 2014, 52% en 2013).

Les investissements réalisés en 2017 par poste comptable :

	CA 2016	CA 2017	% évol
Aménagement de terrains et construction	921 491 €	7 904 041 €	758%
Terrains réserves foncières	612 541 €	359 559 €	-41%
Mobiliers et matériels	330 588 €	474 906 €	44%
Entretien bâtiments	325 860 €	258 662 €	-21%
Matériel informatique et bureau	303 999 €	295 408 €	-3%
Licences et logiciels	146 327 €	188 189 €	29%
Véhicules	143 065 €	263 297 €	84%
Voirie	86 512 €	211 447 €	144%
Autres	156 278 €	32 936 €	-79%

Les dépenses d'équipement 2017 d'aménagement et de construction se sont essentiellement concentrées sur les équipements suivants :

- La réhabilitation de la piscine Marcel Porzou : 5.196.204 €
- Les travaux dans les groupes scolaires : 1.087.014 € dont 481.284 € de travaux de sécurisation.
- La construction du stade synthétique Célestin Dubois : 714.292 €
- La Rénovation et extension de la bibliothèque Louis Aragon : 447.721 €

Le remboursement de la dette (chapitre 16) a représenté une dépense de 3.2M€ (+27%). Il pèse pour 33% des dépenses d'équipement.

Il a fortement augmenté depuis 2012 et continuera à croître jusqu'en 2022, compte tenu du profil d'amortissement progressif de la dette actuelle. Le remboursement du capital devrait atteindre 3.9M€ en 2022, hors emprunts nouveaux.

D. Financement des dépenses d'investissement

INVESTISSEMENT	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
10 dotations, fonds divers et réserves	2 819 651	1 372 125	994 671	1 424 665,09	1 802 048	1 633 226
13 Subventions d'investissement reçues	492 929	1 044 352	1 580 374	1 501 632,59	1 112 935	1 483 807
16 dettes bancaires et assimilées	1 000 587	4 051 531	3 754 123	2 480 000	3 000 330	4 000 897
238 Avances versées sur commandes immo			0	4 051		139 692
27 Autres immobilisations financières			0	131 736	145 284	143 859
040 Opérations d'ordre de transfert entre section	1 805 138	2 343 078	1 431 999	1 747 039	6 048 206	5 084 931
041 Opération patrimoniale		0	1 501	668 120	14 937 113	
S/Total recettes d'invest	6 118 304	13 168 780	7 762 669	7 957 244	27 045 916	12 486 411

Les recettes d'investissement comptabilisées au CA 2017 s'élèvent à 12,4M€ dont 7,4 M€ de recettes réelles. (Le solde de 5M€ étant représenté par des opérations d'ordre de cessions d'immobilisation et de dotations aux amortissements).

Les dépenses d'équipement ont donc été financées par l'emprunt à hauteur de 4M€, par des dotations et fonds divers (FCTVA, affectation du résultat 2016 et reliquat de la taxe d'aménagement) et par des subventions pour un montant total de 1.4M€.

Ces subventions proviennent de différents partenaires :

- L'Etat au titre de la DDU 2013 (Travaux joliot Curie) : Solde de 73 274 €
- Le FIPD pour l'accompagnement des travaux de sécurisation des écoles : Solde de 286.268 €.
- Le CNDS, le CPS (Département) et la Région Normandie pour les travaux de réhabilitation de la piscine : Acomptes de 240.000 €, 84.478 € et 94.940 €.
- La Métropole avec les dispositifs suivants :
 - le FSIC (fonds d'aide à l'investissement des communes) : Acompte de 91.205 €,
 - le protocole transactionnel pour le financement du stade Célestin Dubois : acompte de 300.000 €.
 - une aide de 21.216 € pour les copropriétés en difficulté.
- L'ANRU pour le financement de l'ORU : solde de 233.892€

4- STRUCTURE DE LA DETTE AU 31 DECEMBRE 2017

La dette de la ville compte 25 emprunts, contractés auprès de 6 groupes bancaires. La durée de vie moyenne de la dette de la ville est plus faible que l'ensemble des collectivités et les taux moyens de la ville sont comparables aux autres collectivités.

Caractéristiques de la dette au :	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017
Dette de la Ville	39 119 997 €	41 127 538 €	42 700 969 €	42 774 604 €	48 696 607 €	49 443 884 €
taux moyens	4,05%	4,13%	4,58%	4,24%	2,90%	2,75%
Durée résiduelle moyenne	11,3 ans	12,3 ans	12 ans	11,4 ans	13,4 ans	13 ans
Durée de vie moyenne	6,9 ans	7,2 ans	6,1 ans	6,5 ans	7,4 ans	7 ans

La dette de la ville s'élève à 49.443.884 € au 31/12/2017. La majorité des emprunts est indexée à taux fixe (45%). Une faible partie de la dette de la commune est indexée à taux variable (13.54% de l'encours). Le reste étant indexé sur des produits structurés.

Type de risque	Capital restant dû	% de l'encours	Taux moyen
Fixe	21 784 312 €	45,0%	3,65%
Variable	6 426 666 €	13,54%	0,51%
Livret A	6 978 104 €	14,70%	1,60%
Barrière avec multiplicateur	12 274 471 €	25,86%	2,97%
MPPE requalifié en emprunt	1 980 328 €		
Total	49 443 884 €	100,0%	2,75%

66% de l'encours de dette est détenu par la SFIL CAFFIL. Pour les autres établissements de crédits, le seuil de portabilité relativement faible peut faciliter l'obtention de nouveaux crédits ;

Depuis quelques années, la ville diversifie l'offre bancaire afin de profiter des conditions les plus avantageuses.

